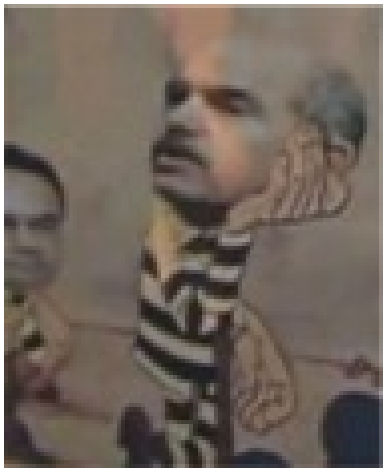
https://www.xn--lecanardrpublicain-jwb.net/spip.php?article467

LE CANARD RÉPUBLICAIN
«La démocratie active permanente n'est pas une utopie : elle est un objectif à conquérir » Monique et Roland Weyl

Le "socialiste" Papandréou vend la Grèce

- Un éléphant, ça trompe énormément ! -



Date de mise en ligne : vendredi 15 avril 2011

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Le Premier ministre grec a annoncé un vaste plan de privatisations, de nouvelles mesures d'austérité, comme des coupes salariales, le renforcement des contrôles des comptes, notamment dans les hôpitaux, et un coup de frein sur les embauches alors que le taux de chômage bat de nouveaux records, à plus de 15% [1].

« L'État grec va réduire sa part dans le capital de l'opérateur d'électricité DEI de 51 à 34% en 2012, dans le cadre de privatisations devant rapporter entre 12 et 16,5 milliards d'euros d'ici 2013, doublées d'économies budgétaires de 26 milliards d'ici 2015, selon le gouvernement. En 2011, l'État va également *"réduire sa participation"* de 20% dans l'opérateur téléphonique OTE, dont l'actionnaire principal est Deutsche Telekom, et privatiser partiellement Trainose, la société d'exploitation des chemins de fer, a indiqué le gouvernement grec vendredi.

Le Premier ministre Georges Papandreou avait présenté plus tôt les grandes lignes de ce plan, destiné à relancer l'économie et poursuivre l'assainissement des finances publiques. La compagnie de Gaz Depa sera également partiellement privatisée dans le courant de l'année, l'État ne conservant qu'une minorité de blocage de 34%.
"En 2012, nous allons réduire la part de l'État dans DEI de 51 à 34% au maximum, tout en maintenant un contrôle public sur la direction du groupe" indique le document.
DEI, Electricité de Grèce, est également connu sous le nom britannique de Public Power Corporation (PPC).

En 2012, l'État entend aussi vendre des parts de la Caisse des dépôts et *"d'ici 2013"*, de réduire sa participation dans la banque postale. Les casinos, usines d'armements, ports et aéroports figurent aussi sur le catalogue des ventes d'ici 2013, avec notamment en 2012 l'extension prévue de la concession actuellement gérée par le groupe allemand Hochtief de l'aéroport d'Athènes, où la participation de l'État sera encore revue à la baisse. Au total, les cessions doivent rapporter entre 12 et 16,5 milliards d'euros d'ici 2013, détaillés ainsi : 2 à 4 milliards d'euros en 2011, 5,5 à 7 milliards en 2012, et 4,5 à 5,5 milliards en 2013.
Pour permettre une *"réduction immédiate de la dette"*, dont le seul service absorbe plus de 7% du PIB, cette cession des bijoux de famille ira de pair jusqu'en 2015 avec des économies budgétaires de 26 milliards, dont trois milliards de mesures supplémentaires en 2011, précise la *"feuille de route"*.
L'objectif est de ramener le déficit public à *"environ 1% du PIB"* fin 2015 contre 15,4% en 2009, avec un effort reposant aux deux tiers sur une réduction des dépenses *"de l'ordre de 15,6 milliards, soit 6,5% du PIB pour la période 2011-2015"* et une hausse des recettes *"d'environ 10 milliards d'euros soit 4,4% du PIB"*.

En matière de réduction des dépenses, les mesures prévues, qui doivent être détaillées après Pâques, incluent le passage au 40H dans la fonction publique, contre 37,5 actuellement, des baisses de salaires dans les grandes entreprises publiques, et des coupes dans les dépenses de santé et de défense, précise le document. La lutte contre la fraude fiscale doit, elle, rapporter +1,5% du PIB, (autant que celle contre le non-paiement des cotisations sociales), tandis qu'une réduction des exemptions fiscales doit permettre une hausse des rentrées de 0,9%. Le ministre des Finances avait initialement chiffré à environ 23 milliards les économies à réaliser, mais sans prendre en compte la nécessité d'un effort supplémentaire en 2011, alors que le déficit public de 2010 doit être revu à la hausse d'ici la fin avril, à plus de 10% selon les estimations contre un chiffre prévu de 9,4%. Le montant final doit être annoncé par Bruxelles le 26 avril. »

Dépêche AFP, *Privatisations à Athènes*, publiée par lefigaro.fr le 15/04/11.

Papandréou a reçu dans la journée le soutien de la Banque Centrale Européenne et du chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker. L'opérateur national d'électricité, DEI, a signé cette semaine un partenariat avec un groupe chinois, après avoir fait de même avec le Français EDF.
En matière de foncier, un premier *"portefeuille"* de terrains et propriétés sera proposé en juin aux investisseurs internationaux pour des concessions de location à long terme [2].

Copyright © Le Canard républicain

Le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn a affirmé jeudi soir que la Grèce pourrait réussir dans son entreprise, à condition d'appliquer strictement les mesures annoncées.

"C'est douloureux, et je comprends combien c'est douloureux pour la population grecque", a-t-il déclaré. *"Mais je pense que la Grèce va y arriver. Pour cela, nous bâtissons un programme. Bien sûr, ce programme doit être appliqué."* [3]



Les "socialistes" Georges Papandréou et Ségolène Royal Georges Papandréou, président de l'Internationale socialiste, et Ségolène Royal, représentante du PS français, dans l'organisation (Reuters).

Grèce : vous reprenez la vie comme la politique du "socialiste" Papandréou.
Abstention record en Grèce alors que le vote est en principe obligatoire.

[1] Article d'Alexia Kefalas, *La Grèce prépare 23 milliards d'économies supplémentaires*, publié par lefigaro.fr le 15/04/11.

[2] Dépêche AFP, *La Grèce vend ses bijoux de famille*, publiée par lexpansion.com le 15/04/11.

[3] Article d'Elena Becatoros et Derek Gatopoulos, *Grèce : le premier ministre annonce une nouvelle série de réformes structurelles*, publié par *The Associated Press* le 15/04/11.

Copyright © Le Canard républicain